



Annales historiques de la Révolution française

368 | avril-juin 2012
Varia

L'inventaire des biens de l'imprimerie Jacques--René Hébert

Archives nationales, F 17 1 298, T 1684, W 78

Philippe Bourdin



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/12325>

DOI : 10.4000/ahrf.12325

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2012

Pagination : 155-162

ISBN : 978-2-7489-0161-0

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Philippe Bourdin, « L'inventaire des biens de l'imprimerie Jacques-René Hébert », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 368 | avril-juin 2012, mis en ligne le 01 juin 2015, consulté le 21 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/12325> ; DOI : 10.4000/ahrf.12325

Tous droits réservés

SOURCES

L'INVENTAIRE DES BIENS DE L'IMPRIMERIE JACQUES-RENÉ HÉBERT

Philippe BOURDIN

(Archives nationales, F¹⁷ 1 298, T 1684, W 78)



Au milieu d'un dossier disparate de la série F¹⁷ des Archives nationales sur les théâtres parisiens en général et l'Opéra en particulier (F¹⁷ 1 298), quelle n'est pas la surprise de découvrir des informations sur Jacques-René Hébert. Non recensées par Louis Jacob, malgré son effort particulier de dépouillement¹, elles ont été partiellement mentionnées par Albert Soboul comme partie intégrante du carton W 78². Elles proviennent de son confrère Jacques Christophe Marquet, qui lui était associé dans l'entreprise d'imprimerie qu'ils dirigeaient en l'an II à la Cour des Miracles. Faisant preuve d'une modernité économique certaine, Hébert aimait le principe de l'association : il en avait usé auparavant avec son confrère Tremblay, avec d'autres encore (selon l'inventaire qui suit de ses biens) pour faire face aux contraintes financières, comme il avait pris des risques en s'affiliant à la caisse d'Épargne et de Bienfaisance de Joachim Lafarge, fondée en 1791 – tontine établie sur un système viager, elle réunit jusqu'à 120 000 particuliers, leur promettant sans lendemain des sommes considérables contre une mise modeste, suite à une série d'erreurs sur le calcul des taux de mortalité³.

(1) Louis JACOB, *Hébert, le Père Duchesne, chef des sans-culottes*, Paris, NRF-Gallimard, 1960, p. 355-356.

(2) Albert SOBOUL, *Portraits de révolutionnaires*, Paris, Messidor, 1986, « Jacques-René Hébert et le Père Duchesne en l'an II », note 7, p. 210 (Cette biographie est aussi celle qui introduit la réimpression du *Père Duchesne*, Paris, Éditions d'histoire sociale, 1969).

(3) Christian RIETSCH, « L'erreur dans la caisse Lafarge », Laboratoire d'économie d'Orléans, Faculté de droit, d'économie et de gestion, 2006, halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00256032/fr/

En l'an IV encore, depuis son atelier du 1095, rue de Vaugirard, Marquet réclame leur dû au Théâtre de la République et des Arts, ex-Académie royale de Musique. Car les deux compères, forts de la réputation du *Père Duchesne* dans la sans-culotterie, de l'appui de la Commune de Paris dont Hébert est procureur-adjoint, ou du club des Cordeliers, ont pu compter avec des commandes de la municipalité ou de cette prestigieuse institution culturelle. Hébert, peut-être auteur dans les années 1780 de parades théâtrales pour les théâtres de société des hôtels nobiliaires parisiens⁴ puis contrôleur des loges au Théâtre des Variétés⁵, pouvait en servant ce commanditaire y ajouter une appétence particulière. « Il était dû en 1793 jusqu'au 29 ventôse an 2 de la république la somme de deux mille six cent quarante neuf livres dix sols » pour des affiches et des billets, insiste Marquet, s'exprimant aussi au nom de la fille des Hébert dont il est devenu tuteur. L'acte qui lui impose des devoirs envers Scipion Virginie (née le 7 février 1793, morte le 13 juillet 1830) date du 22 ventôse an III (12 mars 1795)⁶. L'enfant, que ses prénoms affilient aux républiques romaine et américaine ainsi qu'y invitait une pratique militante minoritaire, est alors âgée de deux ans. Ses parents, Jacques René et Marguerite Françoise Goupil, sont montés à l'échafaud respectivement dans les charrettes des 4 et 13 germinal an II (14 mars et 13 avril 1794). Ils s'étaient rencontrés au sein de la Société fraternelle des deux sexes, alors que Marguerite, sœur de la Providence, jusqu'alors recluse au couvent de la Conception de la rue Saint-Honoré, venait d'abandonner le voile, et s'étaient mariés le 7 février 1792⁷. L'enfant est entourée de son oncle, Jacques Goupil, un officier invalide, de Pierre Theuvenot, un quincaillier de la rue du Temple (section de la Réunion), de Jean-Baptiste Gaignot, employé aux domaines nationaux, de la section Guillaume Tell, de Pierre-François Coignard, employé à la Trésorerie nationale, domicilié rue Denis, de son voisin Joseph Barat, de Pierre François Joseph Guérin, imprimeur rue du Temple, tous sans-culottes amis de la famille – la Révolution a visiblement offert à plusieurs des places dans les nouvelles administrations, une promotion sociale.

(4) Jacques GUILHAUMOU, « Hébert » dans Albert SOBOUL (dir.), *Dictionnaire historique de la Révolution française*, Paris, PUF, 1989, p. 537.

(5) Gérard WALTER, *Hébert et le Père Duchesne*, Paris, Janin, 1946, p. 21-24.

(6) AN, F¹⁷ 1298. Extrait des registres du greffe du Tribunal de paix de la section Bonne Nouvelle, à Paris, 25 ventôse an II (15 mars 1795).

(7) Louis JACOB, *Hébert, le Père Duchesne*, *op. cit.*, p. 87.

Et Marquet de joindre à sa demande auprès des administrateurs de l'Opéra diverses pièces à conviction, dont la plupart ont disparu : modèles des travaux imprimés, mémoire, registre extrait des papiers Hébert, inventaire de ceux-ci (avec mention de la créance dont le paiement est demandé et finalement accordé à 75 francs pour cent livres en vertu de la loi du 15 germinal an IV, soit 1 997 francs et douze centimes, ou 2 649 francs et cinquante centimes en assignats)⁸.

Le Bureau du domaine national du Département de Paris a recueilli différentes pièces concernant Hébert. Ainsi a-t-il versé en nivôse an III une reconnaissance de dette acquittée à l'agence du droit d'enregistrement : un récépissé de 4 000 livres correspondant à un prêt accordé le 30 frimaire an II (20 décembre 1793) au citoyen Cornu par Jacques-René⁹, preuve d'une aisance financière certaine de ce dernier, sans doute favorisée par les abonnements aux armées – Camille Desmoulins l'accusera de percevoir 120 000 livres annuelles du ministre de la guerre Bouchotte¹⁰. Il a diligenté l'inventaire des papiers laissés à l'imprimerie classé en n° 30, des « Archives Hébert ». Il a commencé le 15 pluviôse an III (3 février 1795), à 10 h du matin, conduit par Germain Allain, commissaire dudit Bureau, « spécialement nommé pour l'inventaire des papiers des émigrés » et commis à cette mission par arrêté du 29 thermidor an II (16 août 1794). La composition de la délégation, issue du comité civil de la section Bonne-Nouvelle par délibérations des 29 frimaire et 9 nivôse an III (19 et 29 décembre 1794), était la suivante :

| Nom | Prénom | Adresse parisienne |
|-----------|------------------------|---------------------------|
| ALLAIN | Germain | 19, rue du Faubourg Denis |
| POTEL | Jean-Baptiste | 378, rue Neuve-Égalité |
| DEFRÉMOND | Louis-Antoine François | rue des Filles-Dieu |

Avant que ne commence l'inventaire, il a été solennellement précisé : « Il va être procédé à la conservation des intérêts de la République et

(8) AN, F¹⁷ 1 298. Lettre aux administrateurs du Théâtre de la République et des Arts, 28 prairial an IV (16 juin 1796). Rapport au ministre de l'Intérieur, proposant le paiement, 11 messidor an IV (29 juin 1797).

(9) *Ibid.*, T 1 684, n° 1 375. Lettre de reconnaissance du versement par le directeur de l'agence du droit d'enregistrement et domaines nationaux réunis, 25 nivôse an III (14 janvier 1795). Merci à Hervé Leuwers de m'avoir indiqué cette cote.

(10) Louis JACOB, *Hébert, le Père Duchesne*, op. cit., p. 279.



de tous », moyennant quoi le travail se concentrera sur des papiers entassés dans sept cartons et un registre étiqueté du nom « du condamné Hébert, substitut du procureur de la Commune de Paris », tous objets sous scellés entreposés au Bureau des Archives, maison d'Uzès, rue Montmartre. Plusieurs jours ont été nécessaires à l'expertise : les 18, 19, 21, 23, 24, 25, 27, 29 ventôse, du 1 au 9 puis du 12 au 17 germinal an III. En ont résulté vingt et une cotes, dont la description sommaire suivante est fournie dans ce qui s'avère être une copie du 27 prairial an III (15 juin 1795) de la minute déposée au Bureau du domaine national du Département de Paris le 26 germinal an III (15 avril 1795) – toutes les pièces ayant été remises, dans des cartons étiquetés, au citoyen Bercon :

« 1. [...] Expédition grossoyée de l'inventaire fait après le décès de Marie Louise Morel, décédée veuve de Jacques Goupil, par Lagrenée, qui en a gardé la minute, et son confrère, notaires à Paris, en date du onze août mil sept cent quatre vingt un.

À la requête de Marie Marguerite Françoise Goupil, fille majeure habile au dire et porter suite et unique héritière de la dite veuve Goupil, sa mère, la dite Marie Marguerite Françoise Goupil femme condamnée du dit Hébert, aussi condamné.

Sur lequel inventaire il va être par moi, commissaire du Bureau, procédé au recollement des papiers composant les onze cotes du dit inventaire.

Des dix pièces de la première cote la première qui étoit la grosse d'un contrat passé devant Gaschier, qui en a la minute, et son confrère, notaires à Paris, le seize janvier mil sept cent vingt un, portant constitution en exécution de l'édit de mil sept cent vingt au profit de Margueritte Ledoux, veuve de Nicolas Tardu, de quatre vingt une livres de rente perpétuelle au principal de trois mille deux cent quarante livres.

La troisième qui n'est énoncée seulement avec d'autres que sommairement sous la qualification de titres de propriété.

La quatrième qui étoit annoncée être le titre nouvel de la dite rente, mais qui néanmoins se trouve remplacée par l'immatricule de la dite partie de rente paraffée pièce quatrième de la cote, ce qui vraisemblablement est une erreur.

La cinquième et la sixième qui sont aussi titres de propriété de la dite partie de rente aussi sommairement énoncée dans les dits inventaires.

Sont lettres en défficit.

Mais quand aux deuxième, septième, huitième, neuvième et dixième pièces, elles sont en nature.

Les dix pièces de la cotte deux, les six de la cotte trois, les douze de la cotte quatre, la pièce unique de la cotte cinq, les deux pièces de la cotte six, les cent vingt deux de la cotte sept sont toutes en nature.

La cotte huit entière composée de quatre cent dix sept pièces qui étoient lettres de change acquittées par lesdits Goupil et sa femme sont en déficit.

La neuvième et la dixième cotte sont en nature.

Quand à la onzième et dernière cotte qui étoit un grand registre sur lequel lesdits Goupil et sa femme inscrivoient les fournitures qu'ils faisoient à différents particuliers, [il] est en déficit.

2. [...] L'expédition d'un acte passé devant Lefebvre, qui en a gardé la minute, et son confrère, notaires à Paris, le 15 septembre 1781, dument insinué, portant renonciation par Marie Marguerite Goupil ci-devant nommée à la succession de ladite veuve Goupil, sa mère, pour s'en tenir par elle aux droits et actions qu'elle avoit exercés contre la succession de la dite veuve Goupil par une lors D^{elle} Jolly, maîtresse lingère.

3. [...] Quarante pièces qui concernaient un nommé Delahaye et sa femme, qui sont entre autres choses leur contrat de mariage, procès-verbal de scellés après le décès de ladite Delahaye, son testament qui institue Marie Jeanne Delahaye Dupuis, première femme du dit feu Jacques Goupil, père de la femme Hébert, pour sa légataire universelle [...].

4. [...] La grosse en parchemin d'un acte passé devant Lepot d'Auteuil, qui en a gardé la minute, et son confrère, notaires à Paris, le 27 janvier 1782, contenant constitution par Alexis Paul Michel Leveneur, au profit de la dite Marie Marguerite François Goupil, lors fille majeure de la citoyenne Leritier, alors religieuse sous le nom de sœur de la Providence de l'Ascension au couvent des ci-devant Récolettes, rue Bucy, de 600 livres de rentes annuelles et viagères sur deux têtes, ladite constitution faite sur le pied de neuf pour cent moyennant la somme de six mille six cent soixante six livres treize sols quatre deniers payée par les susnommées au dit Leveneur.

5. [...] Un grand registre recouvert en parchemin ordinaire portant sur la tranche les vingt quatre lettres alphabétiques, contenant trois cent quatre pages dans lequel beaucoup de feuillets sont totalement en blanc. Quelques autres ou partie d'iceux sont écrit, ledit registre contenant les noms vraisemblablement des abonnés dudit Hébert, de son Journal et le temps pour lequel les y dénommés sont abonnés.



6. [...] Un autre petit registre recouvert en parchemin déchiré ayant sur la tranche les vingt-quatre lettres alphabétiques, ayant quatre vingt quinze pages sur lesquels sont inscrits les noms vraisemblablement des abonnés du citoyen Hébert à son Journal et le temps pour lequel les y dénommés sont abonnés, dans lequel registre beaucoup de noms ou articles se trouvent bâtonnés et dans lequel il y a quelques feuillets et partie de feuillets qui sont en blanc.

7. [...] Un autre petit registre recouvert en parchemin contenant trois cent quarante pages en tête intitulé Dépense pour l'Imprimerie, sur lequel sont inscrits des articles de recette intitulés Banque des samedi vingt juillet mil sept cent quatre vingt treize depuis le n° 160 jusques et y compris le n° 167 et le surplus dudit registre se trouve totalement en blanc, duquel registre il paroît résulter qu'il y a compte à faire entre le Cⁿ Guignot, qui a reçu différentes sommes, et la république comme étant aux droits desdits Hébert et sa femme, condamnés.

8. [...] Deux autres petits registres recouvert en papier, le premier contenant quatre vingt dix sept pages et intitulé Etat des ouvrages particuliers imprimés dans cette imprimerie, dans lequel registre beaucoup de pages se trouvent totalement en blanc et plusieurs écrites, ledit registre pouvant donner quelques renseignements. Le second contenant trente six pages et intitulé Etat des différens ouvrages imprimés pour l'Opéra, dans lequel registre il se trouve aussi beaucoup de pages en blanc et plusieurs écrites, ledit registre pouvant aussi donner quelques renseignements.

9. [...] Vingt une pièces qui sont bordereaux, nottes et renseignements sur les dépenses et bénéfices résultant de l'imprimerie du condamné Hébert, paroissant indiquer qu'il étoit, existoit une banque entre lui et d'autres pour ladite imprimerie.

10. [...] L'extrait d'inscription de naissance de Scipion Virginie Hébert, fille à Jacques René Hébert, condamné, et de la dite Marie Marguerite Françoise Goupil, sa femme, aussi condamnée.

11. [...] Une reconnaissance de mise partielle de neuf livres dans la caisse d'Épargne et de Bienfaisance de Lafarge par ledit Hébert et laquelle se trouve maintenant éteinte par son décès.

12. [...] Trois pièces qui sont Mémoires de marchandises et autres fournitures faites au condamné Hébert, les dits mémoires non acquittés.

13. [...] Dix sept pièces qui sont mémoire de fournitures et livraisons au condamné Hébert, les uns non acquittés, les autres faisant mention d'acomptes payés.

14. [...] Trois pièces qui sont états d'ouvrages, imprimerie faite par le condamné Hébert et le citoyen Marquet pour la municipalité de Paris et autres, les quatre pièces pouvant servir de renseignement et pour le compte qui seroit à faire entre ledit Hébert et ledit Marquet.

15. [...] Deux pièces qui sont mémoires et fournitures et livraisons faites pour l'imprimerie au condamné Hébert et au citoyen Marquet non quittancés.

16. [...] Dix-sept pièces qui sont mémoires quittancés d'ouvrages, fournitures faites pour le condamné Hébert et pour le citoyen Marquet et pour décharge et billet par eux souscrit acquittés.

17. [...] Vingt-huit pièces qui sont billets acquittés, quittances et décharges et autre première servant de décharge au condamné Hébert.

18. [...] Cinquante trois pièces qui sont mémoires d'ouvrages, fournitures faits et livrés au condamné Hébert, acquittés et quittancés, et bons remis au condamné Hébert servant de décharges.

19. [...] Quatre pièces qui sont avertissement et quittance de la contribution mobilière payée par la femme Hébert, condamnée lors fille, pour l'année mil sept cent quatre vingt onze.

20. [...] Quatre pièces qui sont quittances de loyer payé par le condamné Hébert et le citoyen Marquet pour un corps de bâtiment cour des Miracles qu'ils occupoient, dont la dernière signée Andruette et Libert est de la somme de trois cent cinquante livres pour le terme échu le premier janvier mil sept cent quatre vingt quatorze vieux stile en date du six pluviose an, deux de la république.

21. [...] Quatre vingt deux pièces qui sont divisées en trois sections.

La première contenant les lettres écrites au condamné Hébert par des représentans du peuple.

La seconde contenant celles écrites au dit condamné Hébert des autorités constituées, ou par des membres desdites autorités et fonctionnaires publics.

Et la troisième contenant celles écrites au dit condamné Hébert par plusieurs citoyens ou autres anonymes, ainsi que quelques notes et dénominations.



Toutes lesquelles pièces ayant trait à diverses époques de la révolution et pouvant en cela donner quelque renseignement ».

Philippe BOURDIN
Université Blaise-Pascal (Clermont 2)
Centre d'Histoire « Espaces & Cultures »
phbourdin@laposte.net